

Journal International des Sachants

REVUE SCIENTIFIQUE
PLURIDISCIPLINAIRE



Journal International
des Sachants



Fréquence
TRIMESTRIELLE

ISSN-P : 3079-3009

ISSN-L : 3079-3017

www.revuejds.net

info@revuejds.net

**Volume 2,
Numéro 1,
Février 2026**



**LES ÉDITIONS
CROCO**



**Journal International
des Sachants**



Revue scientifique pluridisciplinaire

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

Site web: <https://revuejds.net/>

Email : revuejds@gmail.com

Publié en Open Access



Abidjan, République de Côte d'Ivoire

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

INDEXATIONS ET REFERENCEMENTS INTERNATIONAUX

Pour toutes informations sur les indexations et référencements internationaux du **Journal International des Sachants (JDS)**, consultez les bases de données ci-dessous :



<https://sjifactor.com/passport.php?id=24370>



<https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/3079-3009>



<https://ascidatabase.com/masterjournalist.php?v=3079-3009>



<https://ipindexing.com/journal-details/Journal-International-des-Sachants-/2526>



<https://www.entrevues.org/revues/journal-international-des-sachants/>

Impact factor : SJIF 2026 : 5.329

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

REVUE ELECTRONIQUE

Journal International des Sachants (JDS)

Revue Scientifique pluridisciplinaire

ISSN-P: 3079-3009 (Print ou imprimé)

ISSN-L: 3079-3017 (Online ou en Ligne)

Equipe Editoriale

Directeur de publication : Les Éditions Croco

Rédacteur en chef : SANOGO Tiantio Epouse BAMBA, INSAAC, Côte d'Ivoire

Chargé de diffusion et de marketing : ETTIEN N'Doua Etienne, UFHB, Côte d'Ivoire

Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen, UAO, Côte d'Ivoire

Comité Scientifique

ADOUBI Thierry Hugues, Maître conférences, Université Alassane Ouattara ;

ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;

ASSEKA Tchoman François, Maître de conférences, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

ASSUÉ Yao Jean-Aimé, Maître de Conférences, Géographie, Université Alassane Ouattara ;

BA Idrissa, Professeur Titulaire, Université Cheikh Anta Diop ;

BAKAYOKO Mamadou, Maître de Conférence, Université Alassane Ouattara ;

BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara ;

DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

FAYE Valy, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;

KAMARA Adama, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

KAZON Diescieu Aubin Sylvere, Maître de Conférence, Université Félix Houphouët-Boigny ;

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro ;

N'DAH Didier, professeur titulaire, Université d'Abomey-Calavi ;

OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara ;

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop ;

SILUE Oumar, Maître conférences, Université Alassane Ouattara ;

TOPPE Eckra Lath, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

Comité de lecture

AYENON Séka Fernand, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;
 KANGA Kouakou Hermann Michel, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
 KAZON Diescieu Aubin Sylvere, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;
 KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
 MAMADOU Bamba, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
 MEITÉ Ben Soualiouo, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;
 OZOUKOU Koudou François, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
 SIDIBÉ Moussa, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;
 SILUE N'tchabétien Oumar, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
 TRAORE Amadou, Maître de Conférences, Université de Ségou

Comité de rédaction

AHOUE Jean-Jacques, Assistant, Université de San-Pedro ;
 ASSEKA Tchoman François Maître de conférences, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 BALDÉ Yoro Mamadou, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;
 BAMBA Fatoumata, Maître Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
 BROU N'Goran Alphonse, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
 COULIBALY Wayarga, Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny ;
 COULIBALY Yallamoussa, Assistant, Université Alassane Ouattara ;
 DAO Salifou, Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 DJE Yao Lopez, Assistant, Université Alassane Ouattara ;
 DJIGUE Sidjé Edwige Françoise, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara ;
 DJOKOURI Innocent, Maître-Assistante, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
 GBOLA serge Arnaud, Maître Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 EHILE Kadja Olivier Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 GUEYE Yoro Emmanuel, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

KAZIO Djidjé Jean-Jacques, Assistant, Université de Bondoukou ;
 KONE Kiyali, Maître Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
 KONE Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
 KONE Tchima Rolland, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
 KONE Tiégbè Gaston, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 KOUAME Affoua Eugénie, Assistante, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny ;
 LOBA Léon Fabrice, Attaché de Recherche, Institut d'Histoire d'Art et d'Archéologie Africain (IHAAA) ;
 MOULARET Renaud-Guy Ahioua, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 N'DAYE El Hadj Amadou Ba, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;
 SANOGO Tiantio épouse BAMBA, Maître-Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 SYLLA Makémisa, Assistante, Université Alassane Ouattara ;
 TIE BI Galla Guy Rolland Maître-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny ;
 TOURE Gninin Aicha, Maître-Assistante, Université Félix Houphouët-Boigny ;
 TOURE Kignigouoni Dieudonné Espérance, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 TRAORE Fanta, Assistante, Université Alassane Ouattara ;
 TRAORE Sogotienin Ramata, Maître-Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
 YAO Elisabeth, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara ;
 YOKORE Zibé Nestor, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 ZABSONRE Moussa, Maître-Assistant, Université Yembila Abdoulaye Toguyeni.

COORDINATEUR GENERAL DU NUMERO :

AYENON Séka Fernand
Maître de conférences CAMES,
Université Félix Houphouët-Boigny

.....

Contacts JDS

Site web: <https://revuejds.net/>
Email : revuejds@gmail.com
Tél. : + 225 0779360611 / 07480453267

.....

Indexations et référencements internationaux :

Sjifactor: <https://sjifactor.com/passport.php?id=24370>

ARI : <https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/3079-3009>

ASCI: <https://ascidatabase.com/masterjournalist.php?v=3079-3009>

IPIndexing: <https://ipindexing.com/journal-details/Journal-International-des-Sachants-2526>

Ent'revues: <https://www.entrevues.org/revues/journal-international-des-sachants>

Impact factor : SJIF 2026 : 5.329

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

PRESENTATION DE JDS

Le Journal International des Sachants (JDS) est une revue scientifique pluridisciplinaire dédiée à la valorisation et à la vulgarisation des résultats de recherches innovantes, de découvertes de pointe et de productions scientifiques originales et pertinentes dans divers domaines scientifiques. Disposant de comité scientifique et de lecture, la revue **JDS** offre ainsi aux chercheurs du monde entier, une plateforme de publication de haute qualité en favorisant le partage des connaissances et de la collaboration au sein de la communauté scientifique.

JDS est une revue évaluée par des pairs (*blind peer review*) et en libre accès "*Open access*" relevant des Editions Croco. Il publie les articles dans le domaine des Sciences Humaines et Sociales ; Langues et littérature ; Art, patrimoine et culture ; Sciences du Langage et de la Communication ; Sciences Economiques et de Gestion ; Sciences politiques et Juridiques. Dans sa vision d'ouverture, **JDS** encourage la collaboration interdisciplinaire entre les chercheurs de tous les pays africains et du monde.

Les articles proposés doivent respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent être originaux et n'avoir jamais fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture. Ils sont soumis à une sélection initiale par l'éditeur, puis à un processus rigoureux d'évaluation par les pairs en double aveugle avant publication.

PROTOCOLE DE REDACTION DE JDS

Le Journal International des Sachants (JDS) n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. - 2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparaît en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («.... »), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de ...

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{de} éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :

Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.

- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.

Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzokru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.

- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.

Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Le non-respect de ces recommandations ci-dessus conduit au rejet systématique du manuscrit.

SOMMAIRE

SECTION 1 : LANGUES & LITTERATURE

Etudes germaniques

1. **Umwandlung von Sprichwörtern in Slogans im Werbediskurs:
eine Untersuchung einiger deutscher Slogans**
Égni Stéphane Dieudonné ÉNIGNI & Epié Augustine Michaela BONGBA 1-17

Etudes hispaniques

2. **La Contrarreforma y la devoción popular en la España del Siglo de Oro**
GONKALIE Gbana Francis 18-31
3. **Políticas públicas y atención a las mujeres víctimas
de violencia machista en España**
Kassoum SORO..... 32-48
4. **Estética de lo abyecto en la familia de pascual Duarte de Camilo José Cela**
Oumar MANGANE..... 49-64
5. **El dilema cubano, entre “revolución” y apertura al mundo**
Dogba Léonce BAWA..... 65-78
6. **La trahison comme acte de libération dans reivindicación
del conde don Julián de Juan Goytisolo**
Christine Abenan SIGNO..... 79-86
7. **La crisis económica de 2008 y su repercusión sociopolítica en España**
Kouadio Stéphane-Yannick KONAN..... 87-98

Lettres Modernes

8. **« Miss lolos » de Frédéric Éhui Meiway :
un discours hétérogène au service de l’expressivité**
Bini Kouamé PRAO, Yao Gatién KONAN & Tchékpo SORO 99-111

SECTION 2 : COMMUNICATION, ARTS, CULTURE ET PATRIMOINE

Sciences du langage et de la communication

9. **Industrialisation de la visibilité et reconfiguration du débat public
dans l’émission Jakaarlo Bi**
Alioune Badara GUEYE..... 112-127
10. **Appropriation des termes footballistiques en fulfulde
au Nord-Cameroun : enjeux culturels**
NGAOURI Landri & OLOWA Jean de Dieu..... 128-139
11. **Peuples Chamites versus Peuples Hébraïques :
les Peuples de la Côte d’Ivoire**
Ayé Clarisse HAGER-M’BOUA..... 140-163

- 12. Communication et Prospective pour une gestion durable des infrastructures d'utilité publique à l'Université Alassane Ouattara**
DAGNOGO Gnéré Laetitia Blama &
KOUAME-KONATE Aya Carelle Prisca..... 164-176
- 13. Précarité socio-économique et accès aux soins au CHU de Bouaké : apport de la communication sociale**
Akissi Germaine KOUASSI & Nibé Dramane SILUÉ 177-192
- 14. Typologies de phrases en tupuri : analyse syntaxique et usages sociolinguistiques**
Jacqueline MAÏKAKE..... 193-205
- 15. Discursive Issues in Emmanuel Macron's Speeches on Leadership (2017-2022)**
Ifedolapo Akinrinlola & Amos Iyiola..... 206-224

Patrimoine, art, culture, cinéma & tourisme

- 16. La femme face à la tradition dans le film “ La jumelle” de Lanciné Diaby : entre combat et réalité de la femme**
Olivier Kadja EHILE..... 225-236

SECTION 3 : SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Archéologie

- 17. Stratégie coloniale et adaptations locales dans le royaume sanwi (sud-Côte d'Ivoire)**
Ange Marius AKPO, TOURE Gninin Aïcha &
ETTIEN N'Doua Etienne..... 237-250
- 18. Le littoral ivoirien : Berceau historique de l'Église catholique, inventaire patrimonial et perception contemporaine d'un héritage remarquable**
ASSAKA Tatiana Larissa Sandrine &
KIENON-KABORE Timpoko Hélène..... 251-267

Histoire

- 19. Le dynamisme social du sexe féminin en Grèce classique Ve- IVe J.-C.**
DIANKA Balla..... 268-277
- 20. La politique étatique de la protection de l'environnement minier en Côte d'Ivoire (2000-2024)**
Yhattey Hervé Thierry AGUIE..... 278-294
- 21. La Trajectoire de la filière industrielle du cycle au Burkina Faso, de 1963 à 2009**
Eloge MIEHI & Richard Gouedan MEIGNAN 295-311
- 22. L'espace rural à l'épreuve de l'exploitation forestière au Cameroun sous administration française (1921-1956)**
Yannick ZO'OBO..... 312-321

- 23. Être de son temps ou s'affirmer comme monde.**
Les étudiants africains à Dakar (années 1950-1970)
 Mamadou Yéro BALDE..... 322-339
- 24. La gestion coloniale de l'assainissement de la ville d'Aboisso, 1913-1926**
 N'GUESSAN ROKIA BOUBACARD ÉPOUSE ANOH,
 ESSEY Bonzou Ella épouse OHOUO & BAKAYOKO Nonama Rockya..... 400-414

Géographie

- 25. Impacts de l'orpillage légal sur les écosystèmes préforestiers dans le département de Katiola (Centre-Nord ivoirien)**
 N'Gromma Florent KOUADIO..... 415-430
- 26.« Effets structurants » du Train Express Régional (TER) à Dakar (Sénégal)**
 Awa FALL..... 431- 452
- 27. Gestion intégrée des ressources en eau de la commune de Medina (Sénégal)**
 René Ndimag DIOUF..... 453- 464
- 28. Dynamique urbaine et développement économique à Korhogo (nord de la Côte d'Ivoire)**
 Konan Norbert KOFFI, Mariam DIOMANDE &
 Songuimadenin Siaka YEO..... 465-482
- 29. Mutation foncière et reconversion paysanne dans la sous-préfecture de Yamoussoukro**
 Achille Roger TAPE..... 483-496
- 30. Exposition au travail des enfants d'immigrants en milieu rural dans la sous-préfecture de Duékoué**
 Kouadio Arnaud Yao & GOHOUROU Florent..... 497-511
- 31. La morbidité infantile des infections respiratoires aiguës dans les districts sanitaires du V Baoulé de 2017 à 2022**
 SEDEHI Akissi Epiphane, TRA BI Zamblé Armand &
 KANGA Kouakou Hermann Michel..... 512-520

Philosophie

- 32. Heidegger et la cybernétique : critique de la réduction de l'existence à la fonctionnalité**
 Mlan Kouakou Pierre ANZIAN..... 521-540
- 33. Essence de la pensée hobbesienne et rawlsienne dans la problématique du développement de l'Afrique**
 Kouadio Louis N'GUESSAN & Abraham Saint-Omer Koffi KOUAKOU..... 541-554
- 34. La palabre africaine : une expression de la démocratie**
 N'Guessan Jonas Kouassi..... 555-567

- 35. Cynisme politique et déshumanisation de l'homme
dans le monde vécu aujourd'hui**
Christophe ONGUENE ONGUENE..... 568-581
- 36. L'impérialisme extractiviste en Afrique**
Kouadio YAO..... 582-597
- 37. L'oubli constitutif de la technique :
déconstruire le paradigme technoscientifique**
Gabriel VANNA..... 598-608
- 38. Quine et l'effondrement de l'épistémologie classique**
Koffi Zahouo Alain & Koffi KOUASSI..... 609-622

Anthropologie et sociologie

- 39. Le Togo dans le nouvel ordre géostratégique :
diversification et enjeux de sécurité**
Laré Batouth PENN..... 623-640
- 40. Entre racines ethniques et conscience nationale :
dynamiques identitaires au Gabon contemporain**
Steeve-Thierry BALONDJI..... 641-659
- 41. Les collectivités territoriales décentralisées et la gouvernance
éducative à l'ère de la décentralisation au Cameroun**
Simon Patou Simon..... 660-677
- 42. Motivation extrinsèque et performance scolaire en contexte ivoirien :
une analyse du rendement des élèves de Troisième et de Terminale
dans le département d'Alépé**
AGUI Lobah Azouan Barthelemy & BLA Ypodé Guéaybomin Emmanuel..... 678-692
- 43. Représentations, croyances et pratiques sociales autour de la route
et des accidents de la circulation en Côte d'Ivoire**
KACOU Fato Patrice & GBOKO Kouadio Roger..... 693-706
- 44. Félix Houphouët Boigny et l'intégration des immigrés à Hiré,
sud-ouest de la Côte d'Ivoire**
Dabé Laurent OUREGA..... 707-725

Criminologie

- 45. Délits Economiques à Lubumbashi : Enquête Proactive**
MULUNDA TSHIEYA Lucien..... 726-737

Psychologie

- 46. Le rôle médiateur de la régulation émotionnelle entre stress et comportements à risque des mototaximens**
Djiessi Makouam & Placide Mengoua..... 738-756
- 47. Modèles explicatifs du passage à l'acte des auteurs d'agression sexuelle : convergences, divergences, enjeux cliniques**
Kaama Sandrine GOUNDJOA & Kaka KALINA..... 757-770
- 48. Vulnérabilité et résilience chez les enfants de mères dépressives : une étude qualitative en contexte hospitalier ivoirien**
KOFFI Ekissi Jean Armel, Amalaman Franck Severin ANDO & KOFFI N'Guessan Williams..... 771-789

Science de l'éducation

- 49. Le système LMD au Mali : d'une adoption formelle à la quête d'une adaptation institutionnelle**
Chiaka SAMAKÉ, Idrissa Soïba TRAORE & Mamadou KOUMARE 790-804

SECTION 4 : SCIENCES POLITIQUES ET JURIDIQUES

Sciences politiques et administratives

- 50. La continuité des services publics administratifs à l'épreuve des théories et des faits : cas de la ville de Bukavu pendant l'occupation de l'AFC/M23**
David CIZA, Pacifique Makuta MWAMBUSA,
Joseph Munyabeni NYEMBO & Augustin Kahindo MUHESI 805-813

SECTION 5 : SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

- 51. Contribution du management participatif dans l'amélioration de la qualité des soins dans les établissements publics hospitaliers de Bamako**
Zoubeirou HAROUNA, BERTHÉ Soungalo & DICKO Albadia Abdoulaye.... 814-831
- 52. Audit interne et prévention de la fraude sur les recettes du service recouvrement de la mairie de Bouaké**
Gningninri Augustin KONE..... 832-848

SECTION 6 : GEOSCIENCES

- 53. Caractérisation géochimique des roches du socle panafricain de Dan Issa (Sud-Maradi, Niger) par fluorescence X**
Ousmane Loumoumba MOUSSA MAHAMAN, Karimou DIA HANTCHI,
Rachid BOUBACAR OUMAROU & Yaou BAKOYE..... 849-868



La crisis económica de 2008 y su repercusión sociopolítica en España

Kouadio Stéphane-Yannick KONAN

*Département d'Espagnol,
Université Alassane Ouattara,
Email : kstephaneyannick@gmail.com*

Date de soumission : 15-01-2026

Date de publication : 28-02-2026

Resumen

La crisis económica y financiera de 2008 tuvo un fuerte impacto en España, pasando de ser una crisis de liquidez a convertirse en una crisis de deuda pública. Conforme a las directrices de la Unión Económica Monetaria europea, el gobierno español implementó políticas de austeridad que, en vez de resolver la situación, agudizaron la precariedad social y generaron un amplio malestar ciudadano frente a la clase política tradicional. En este escenario, la pérdida de legitimidad de los partidos (PP-PSOE) abrió paso a nuevas formaciones, como Podemos y Ciudadanos, que irrumpieron con fuerza en las elecciones generales de diciembre de 2015, consolidándose como tercera y cuarta fuerza política. La fragmentación del mapa político y la falta de consenso dificultaron la formación de un gobierno estable, desembocando en una crisis institucional sin precedentes. Este estudio examina, desde un enfoque explicativo, los factores económicos y políticos que originaron estas crisis y analiza cómo un shock exógeno transformó de manera estructural el panorama sociopolítico español.

Palabras claves: España, crisis socioeconómicas, crisis política.

La crise économique et ses conséquences sociopolitiques en Espagne

Résumé

La crise financière internationale de 2008 a fortement impacté l'Espagne, passant d'une crise de liquidité à une crise de dette publique. Conformément aux directives de l'Union Economique et Monétaire européenne, le gouvernement espagnol adopta des politiques d'austérité qui, loin d'atténuer la situation, accentuèrent la précarité sociale et suscitèrent un profond mécontentement à l'égard de la classe politique traditionnelle. Dans ce contexte, l'érosion de la légitimité des partis majoritaires (PP-PSOE) favorisa l'émergence de nouvelles forces politiques, telles que Podemos et Ciudadanos, qui s'imposèrent lors des élections générales de décembre 2015, comme troisième et quatrième forces politiques du pays. La fragmentation du paysage politique et l'absence de consensus rendirent difficile la formation d'un gouvernement stable, conduisant ainsi à une crise institutionnelle sans précédent. Cette étude se propose d'analyser, à travers une perspective explicative, les facteurs économiques et politiques à l'origine de ces crises et de montrer comment un choc exogène a transformé en profondeur le panorama sociopolitique espagnol.

Mots-clés : Espagne, Crise socioéconomique, crise politique

The economic crisis and its socio-political consequences in Spain

Abstract

The international financial crisis of 2008 had a significant impact on Spain, shifting from a liquidity crisis to a public debt crisis. In accordance with the guidelines of the European Economic and Monetary Union, the Spanish government adopted austerity policies that, far from alleviating the situation, exacerbated social precariousness and fueled deep discontent towards the traditional political class. In this context, the erosion of legitimacy of the major parties (PP-PSOE) paved the way for the emergence of new political forces, such as Podemos and Ciudadanos, which emerged in the general elections of December 2015 as the third and fourth forces in the country. The fragmentation of the political landscape and the lack of consensus made it difficult to form a stable government, leading to an unprecedented institutional crisis. This study aims to analyze, through an explanatory perspective, the economic and political factors behind these crises and to show how an exogenous shock profoundly transformed the Spanish sociopolitical landscape.

Keywords: Spain, Socio-economic crisis, political crisis.

Introducción

Ningún fenómeno social se desarrolla de manera lineal. La evolución histórica de cualquier sociedad se caracteriza por la sucesión de períodos de auge, etapas de estancamiento y episodios de crisis, que condicionan su devenir colectivo. Este fenómeno se asemeja al ciclo económico y pone énfasis en que el desarrollo económico no suele ser un proceso lineal, sino una sucesión alterna de momentos de crecimiento y de recesión.

A este propósito, cabe puntualizar que España conoció un crecimiento económico a principios del siglo XXI¹. Dicho crecimiento se explicaba por dos factores estrechamente imbricados: en primer lugar, la entrada en la zona euro a comienzos de los años 2000; en segundo lugar, la política económica adoptada por el país. Debido a su pertenencia a la zona monetaria europea y, de rebote, a la política monetaria del Banco Central Europeo, el país contraía préstamos a tipos de interés reducidos (S. K. Konan, 2022). Así, el país hizo del endeudamiento exterior, el fundamento de su crecimiento económico. Desde entonces, España conoció un auge económico sin precedentes. Al nivel socioeconómico, dicha expansión permitió crear muchos empleos, construir muchas infraestructuras, y aumentar el nivel de vida de sus ciudadanos².

¹ España conoció un crecimiento económico sostenido de 2000 a 2007 con una tasa media de 3,6%. HUMBERT Jean-François, 2011, La fin de la movida économique : L'Espagne face à la crise immobilière, rapport d'information n° 385 (2010-2011), In <https://www.senat.fr/rap/r10-385/r10-385.html> Consultado el día 09 de junio de 2020.

² La tasa de empleo de la población activa en España era de 52,92% en 1999, 60,97% en 2004 y 65,93% en 2007, tasa superior a la de la Unión Europea. In <https://data.oecd.org/fr/emp/taux-d-emploi.htm#indicator-chart> Consultado el día 29 de abril de 2021.

Sin embargo, a pesar de los avances realizados al nivel socioeconómico, la crisis económica y financiera internacional de 2008³ puso en tela de juicio el proceso de crecimiento económico español. Los países de la zona euro cuyo crecimiento se basaba en el endeudamiento exterior, a saber Portugal, Irlanda y España, se vieron peculiarmente afectados. En España, la recesión económica se desveló a través del cambio del tríptico siguiente: el Producto Interior Bruto, el empleo y el consumo (R. Tamames, 2009:154). Así, para hacer frente a la crisis, los sucesivos gobiernos españoles emprendieron recortes presupuestarios que generaron profundos debates tanto en el plan económico como en el político.

Si bien las políticas de austeridad contribuyeron a estabilizar ciertos indicadores macroeconómicos, también produjeron un aumento de la desigualdad social y un deterioro de la confianza ciudadana en las instituciones democráticas. De ahí, la cuestión central radica en comprender cómo la crisis económica, desencadenada por factores exógenos, transformó el panorama sociopolítico español. Esta situación plantea una serie de interrogantes, a saber, ¿Cuáles son los factores que provocaron la recesión económica en España, en 2008? ¿Por qué el ámbito social se transformó? ¿Cuáles son las razones por las que el bipartidismo operante desde la Transición Democrática, que permitió una estabilidad al nivel político, se debilitó?

En este contexto, nuestro propósito es determinar los factores políticos y económicos que provocaron esta crisis sistémica. Como método de análisis, nos basamos en la correlación tanto del aspecto económico, social como político durante la crisis española para hacer un análisis explicativo. El presente artículo se estructura en tres apartados principales. Se comienza con una explicación del inicio de la crisis económica española, posteriormente, se procede al análisis de la transformación social y más adelante se estudia el debilitamiento del bipartidismo español.

1. Recesión económica de España

El desplome de los bancos Goldman Sachs y Lehman brothers, en Estados Unidos en el año 2008, inició la mayor tragedia económica y social conocida en Occidente al margen de guerras, terrorismo, enfermedades o catástrofes naturales. Esta quiebra paralizó la mayor parte de las transacciones financieras internacionales, y, de rebote, provocó una crisis de liquidez al nivel mundial, debido a la interconexión de las economías.

³ En 2007, hubo en Estados Unidos una crisis de las hipotecas subprime y como consecuencia de dicha crisis, los bancos Lehman Brothers y Goldman Sachs estuvieron en quiebra en 2008. Estos acontecimientos ocasionó una crisis financiera y económica en las grandes zonas económicas del mundo, peculiarmente en Europa, debido a las interconexiones de las economías.

1.1. La crisis de liquidez

La crisis de liquidez se explicaba, fundamentalmente, por el estallido de la burbuja inmobiliaria y el desplome financiero en Estados Unidos. Por lo que hubo una suspensión de pagos en las dos grandes empresas financieras hipotecarias estadounidenses; Freddie Mac y Fannie Mae⁴. La onda expansiva de la explosión se extendió con gran velocidad al resto del mundo. Desde entonces, la parálisis financiera afectaba todas las transacciones financieras mundiales, desde las que se operaban en el mercado interbancario, hasta las que se operaban entre bancos comerciales.

Por otra parte, en vista de la especulación y la inflación, los Bancos Centrales, tales como la Reserva Federal (FED) y el Banco Central Europeo (BCE), aumentaron los tipos de interés, a sabiendas de que eso provocaría una situación de *credit crunch*⁵. Este aumento hizo caer el precio en el sector inmobiliario y tuvo repercusiones en los países cuyo crecimiento era basado en una burbuja inmobiliaria. Dicha burbuja fue fruto de la expansión del crédito impulsada por la política monetaria expansiva de los Bancos Centrales. Luego, la expansión del crédito propició una inversión piramidal en el aspecto inmobiliario, pongo por caso Estados Unidos, Irlanda y España. Subsiguientemente, el aumento de los tipos de interés provocó la caída del valor de los activos inmobiliarios en los mercados financieros internacionales.

España, cuyo auge económico se basaba en el financiamiento exterior, encontraba dificultades para estimular su economía, debido a la situación de *credit crunch* mundial. En efecto, la falta de dinero se notaba en los bancos y cajas que trabajaban mucho con el sector de viviendas y construcción. Prueba de ello, los bancos Bankia, Fadesa y la Caja Castilla la Mancha estaban al borde de la quiebra (A. Recarte, 2009:456). Esta realidad fáctica propició el colapso del sector inmobiliario español. La preponderancia de dicho sector en la economía española le resultó perjudicial y, entonces se destruyeron millones de puestos de trabajo en España. Cientos de miles de familias se arruinaron al quedarse sin ingresos y, aún peor, con hipotecas que no podían pagar y viviendas que, de repente, perdieron su valor.

A este propósito, conviene especificar que la tasa alta de crédito, esto es 70%, concedida por las cajas españolas estaba destinadas al sector inmobiliario y el riesgo tocante al sector se estimaba a unos 100 mil millones de euro (J-F. Humbert, 2011: 13). Así pues, la incapacidad, tanto para las empresas inmobiliarias, como los hogares para obtener préstamo con tipos de

⁴ Freddy Mac (Federal Home Loan Mortgage Corporation) y Fanny Mae (Federal National Mortgage Association) son entidades patrocinadas por el gobierno estadounidense que estabilizan su mercado de hipotecas.

⁵ Es un término inglés para designar un racionamiento de crédito.

interés preferenciales ocasionaron el hundimiento del mercado inmobiliario español. A la luz de la importancia estructural del sector inmobiliario a lo largo de la fase de expansión económica española, su desplome arrastró inevitablemente al resto de la economía, puesto que, la industria inmobiliaria ocupaba 16% del Producto Interior Bruto, 25% del Producto Nacional Bruto y 23% del empleo, incluso los sectores afines. Para remediar a dicha situación, el gobierno de José Zapatero implementó una política económica, con el Plan E, cuyo objetivo era impulsar la actividad económica del país.

1.2. Las medidas de incitación fiscal

La caída de ingresos públicos y el fuerte endeudamiento fueron letales. En efecto, con el fin de atajar la crisis, El gobierno de José Zapatero, presidente del Partido Socialista Obrero Español (PSOE) en aquel entonces, implementó una serie de políticas económicas contracíclicas, o sea medidas de incitación fiscal, para estimular la actividad económica. Para ello, muchas leyes fueron aprobadas para cumplir con dicho propósito, verbigracia, la ley 2/2008 del 23 de diciembre indicaba que

La ley de presupuestos para 2009 consolida la reorientación del gasto hacia programas para el impulso de la productividad, que se manifiesta a través de tres tipos de medidas: la inversión pública en infraestructuras, el esfuerzo en investigación, desarrollo e innovación tecnológica, así como en el ámbito de la educación. En definitiva, se trata de incrementar el capital público, contribuyendo a aumentar el potencial de crecimiento de la economía española⁶.

Análogamente, muchas otras leyes fueron aprobadas, reduciendo impuestos sobre el patrimonio y ciertas modificaciones acerca de la reglamentación fiscal. Dichas medidas tenían como meta fomentar la liquidez de las empresas españolas, dado los problemas de tesorería generado por la crisis económica. Sin embargo, merece la pena subrayar que la política económica de incitación fiscal instaurada por el Gobierno español no ha podido resolver el problema de liquidez en España.

Más bien, la crisis evidenció las debilidades estructurales tanto del modelo económico como la de la orientación política adoptada por el Estado. A pesar del despliegue de cuantiosos recursos públicos, las medidas implementadas no lograron revertir eficazmente la dinámica recesiva ni restaurar la confianza de los actores económicos. Asimismo, todas las decisiones políticas adoptadas, con el objetivo de mitigar los efectos de la crisis, no hicieron sino profundizar el desequilibrio de las finanzas públicas, endeudando un poco más el país. El endeudamiento de

⁶ In www.boe.es/buscar/pdf/2008/BOE-A-2008-20744-consolidado.pdf Consultado el día 07 de julio de 2025

las familias y de las empresas junto a una demencial caída de los ingresos públicos acabó inevitablemente arrastrando a un fuerte endeudamiento del sector público.

2. Transformaciones sociales

Las transformaciones sociales operadas y observadas en España fueron las consecuencias de la recesión económica. Conforme a las decisiones del Fondo Monetario Internacional y de la Unión Económica Monetaria, el país adoptó medidas con el fin de reducir su presupuesto, especialmente en los sectores sociales. La puesta en marcha de una política económica restrictiva puso en entredicho el Estado del Bienestar y, de rebote, generó movilizaciones ciudadanas.

2.1. El reajuste del sistema tributario

El Estado del Bienestar español ha sido afectado dado la política emprendida, desde el principio de la crisis económica porque las medidas de incitación fiscal resultaron ineficaces. De la misma, la manipulación de las estadísticas del déficit público del Estado griego⁷ generó una crisis de confianza en los mercados internacionales y con una conjunción de factores desembocó en la crisis de la deuda pública de la zona euro (S. K. Konan, 2024:115).

Entonces, para poder yugular la crisis, los gobiernos sucesivos de José Zapatero, en 2010 y de Mariano Rajoy, en 2011, adoptaron unas medidas caracterizadas por una reorientación fiscal cuyas bases se fundamentaban en el Pacto de Estabilidad y Crecimiento⁸, en sintonía con las directrices comunitarias. Dichas leyes pretendían consolidar el presupuesto y reducir el déficit público. Eso, dio lugar, de buenas a primeras, a una subida de impuestos, particularmente en el Impuesto sobre la Renta de las Personas Físicas, el Impuesto al Valor Añadido y el Impuesto sobre la Renta del Trabajo y luego a la reducción del presupuesto del Estado (S. K. Konan, 2023: 161).

El aumento de la presión fiscal se fundamentaba en la ley 26/ 2009 del 26 de diciembre, relacionada con el presupuesto general del Estado del año 2010. A este efecto, el preámbulo subrayaba que

Los presupuestos generales del Estado para el año 2010 se caracterizan también por iniciar un proceso de consolidación fiscal que garantice la sostenibilidad de las finanzas públicas a medio plazo. Tras los esfuerzos de

⁷ En vista de los indicadores macroeconómico establecidas por la Unión Europea para los futuros miembros, El Estado griego falsificó sus estadísticas económicas para poder cumplir con los requisitos de la Organización. Una vez estallar la crisis, este estado de hecho perjudicó a toda la Unión Económica Europea por lo que hubo la crisis de la deuda pública en Europa.

⁸ El Pacto de Estabilidad y de Crecimiento fue promulgado por la Unión Europea para reajustar los desequilibrios de las finanzas públicas y sanear la política fiscal de los países miembros con el fin de impulsar una nueva dinámica en la zona y atajar los efectos de la crisis económica.

estabilización, es necesario reconducir los ingresos y los gastos hacia una senda equilibrada, de forma que las finanzas públicas supongan un apoyo para la recuperación de nuestro potencial de crecimiento⁹.

Paralelamente se adoptó leyes complementarias referentes a la reducción del déficit público. Se trataba del decreto Real 8/2010 del 20 de mayo relativo a la adopción de medidas extraordinarias para la reducción del déficit público. La legislación tenía por objeto, la consolidación fiscal mediante la reducción del presupuesto general del Estado, la disminución del 5% de las remuneraciones del personal del sector público, el ajuste del sistema de pensiones, así como la aplicación de recortes en los servicios vinculados a la atención de personas en situación de dependencia y en las políticas de bienestar dirigidas a las familias.

El ajuste del sistema tributario español favoreció una transformación del Estado de Bienestar y afectó los ingresos del Estado. En efecto, se trataba de aplicar los recortes presupuestarios en todos los sectores sociales. Los sectores de la educación, de la sanidad y el sistema de pensiones se vieron afectados como consecuencia de las medidas de austeridad, al ver reducidos sus presupuestos. La universalización y la gratuidad del sistema educativo español, concebidas como instrumentos fundamentales para reducir las desigualdades sociales, fueron profundamente modificadas debido al proceso de consolidación fiscal.

Por añadidura, la política de austeridad, implementada por el gobierno español, tensionó la cohesión social y propició un sentimiento de indignación en la población, ya que las diferentes reformas desplegadas no fueron fruto de consenso, sino que impuestas por las entidades financieras internacionales y europeas. Las reformas emprendidas agudizaron la precariedad de los ciudadanos españoles de modo que éstos comenzaron a expresar su descontento mediante redes sociales sentadas y manifestaciones. Esta ola de movilizaciones sociales, reveló un profundo malestar frente a la pérdida de derechos sociales, la opacidad de las decisiones políticas y puso de relieve la desconexión entre la esfera política y la sociedad civil.

2.2. Acciones colectivas de los indignados

Las protestas sociales, contra las medidas de austeridades, tomaron forma a partir del día 29 de septiembre de 2010, día en que los sindicatos, tales como las Comisiones Obreras (CC. OO) y la Unión General de los Trabajadores (UGT) organizaron una huelga para protestar contra la reforma laboral, el paro y, por una pensión digna (G. Toledo, 2011: 41). Sin embargo, la huelga no tuvo el efecto esperado. Las reformas fueron adoptadas por el gobierno español. En efecto, la adopción de dichas normas, en un contexto de crisis, puso de realce la incapacidad de los

⁹In <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-2009-20765> Consultado el día 10 de julio de 2025.

sindicatos para desempeñar su papel, que es defender los intereses laborales, económicos y sociales de los trabajadores. Por consiguiente, lo mencionado desencadenó una crisis de representación y agudizó el sentimiento de frustraciones de los sindicatos y de los ciudadanos españoles.

Por la pauperización de una gran parte de la población española, una ola de indignación, por parte de los ciudadanos, surgió de las redes sociales. Ésta se manifestó a través de plataformas digitales cuyo objetivo era denunciar las reformas antisociales implementadas por el gobierno español, por una parte, y, crear una sociedad civil capaz de formular propuestas concretas al gobierno. De las plataformas, hubo una que se destacó y se convirtió en la más famosa al crear un panfleto y un lema denominado ¡Democracia Real Ya!. Esta plataforma apolítica, junto con otras plataformas, hizo una llamada mediante sus redes sociales, Facebook y Twitter¹⁰, para protestar y manifestar por todas las calles de España, el día 15 de mayo de 2011, con el fin de demostrar el descontento de los ciudadanos con los hombres políticos y financieros. Fue la ocasión de transponer las frustraciones virtuales en las calles.

Las protestas tuvieron lugar en muchas ciudades del país tales como, Madrid, Tenerife, Las Palmas, Valencia, Barcelona, Cádiz. Además de protestar contra las reformas del Gobierno, los indignados, conformados en su mayoría por jóvenes, lo hacían a raíz de la elevada tasa de paro que les afectaban. Éstos no tenían posibilidades de encontrar un empleo en adecuación con sus competencias, de ahí su masiva participación en las acciones colectivas del 15-M y en las posteriores. Con más motivo, I. Urquizu (2016) aludiendo a dicha generación indicaba que es la mejor formada de toda la historia de España y resolver la cuestión del paro, entre ellos, era algo sine qua non para su porvenir.

El día 15 de mayo de 2011 fue la fecha catalizadora de las protestas sociales en España, y generó una ola de indignación, esta vez de manera sectorial. A este efecto, muchas plataformas ciudadanas defensoras de los servicios públicos, máxime en la educación, sanidad pública y los servicios sociales emprendieron acciones con vista de expresar sus descontentos. Total, todas las manifestaciones callejeras tenían como objetivos cambiar el establishment, cuestionar el esquema de participación política de los ciudadanos y proponer alternativas creíbles. La falta de respuesta del gobierno, a todas las reivindicaciones de los indignados trasladó el problema social al ámbito político.

¹⁰ Ahora la red social Twitter se ha convertido en X, desde 2023.

3. Crisis política

La crisis política en España se manifestó por la pérdida de legitimidad de los partidos tradicionalistas y luego por la imposibilidad de formar un gobierno debido a la polarización política. La gestión de la crisis económica del Partido Socialista Obrero Español y del Partido popular, considerados como pertenecientes al Establishment generó posturas populistas como reflejo de la insatisfacción general de la población (L. Eugenio, Armendáriz de: 2019).

3.1. La desafección de los partidos tradicionalistas

La impotencia del poder político español se percibió, más aún, cuando una parte del sistema económico se puso bajo control del Banco Central Europeo, en perjuicio de los derechos sociales de los ciudadanos españoles y de su capacidad de control político. Este estado de hecho que enfatizaba la predominancia del poder económico sobre lo político, cuestionó la representación mediante partidos políticos, planteó la problemática de la dimensión representativa de la democracia y de rebote la soberanía del Estado español.

En realidad, ni el PSOE, tras su pérdida del poder, ni el PP que asumió posteriormente la gobernanza, fueron capaces de articular una alternativa política sólida y viable para la ciudadanía española. Esta convergencia programática entre ambas formaciones tradicionales reflejaba, en última instancia, una subordinación a los intereses de las instituciones financieras internacionales, que condicionaban en gran medida las orientaciones económicas y sociales del país. Este alineamiento de los partidos tradicionalistas empujaron a los ciudadanos españoles a decir « *El PP y el PSOE son lo mismo. Es verdad que unos recortan más que otros, pero al final son lo mismo* » (O. López, 2018: 41). De ahí, la desafección de los ciudadanos con la clase política.

La desafección de los ciudadanos españoles con la clase política se agudizó por muchos escándalos de corrupción que la mancillaron. Prueba de ello, el caso de Bárcenas en 2013 que reveló un financiamiento irregular del PP durante más de 20 años. Luego, el caso de los ERES en Andalucía que hacía referencia a la existencia de una red de corrupción en la Comunidad Autónoma de Andalucía, encabezada por el PSOE (I. Sánchez-Cuenca, 2014: 71). Por último, hubo el escándalo de Bankia. Mientras el rescate se producía en paralelo de los desahucios, los despidos, las rebajas salariales y los recortes sociales, el consejo de administración de Bankia compuesto por miembros del PP, PSOE, UGT, CC.OO tenía en su posesión una tarjeta para todo tipo de gastos ilimitados y sin control (O. López, 2018). Estos comportamientos alejados de la ética acentuaron el sentimiento de frustración por parte de los españoles con la clase política tradicional.



Los factores susodichos originaron una crisis de representación política. Los ciudadanos españoles ya no tenían confianza en sus representantes políticos, peculiarmente los que tenían un lazo estrecho con la crisis económica. Esta crisis de confianza se materializó, de buenas a primeras, en los comicios electorales europeos de 2014 y, luego en las elecciones generales de 2015. Los españoles decidieron castigar a los partidos tradicionalistas, el PP y el PSOE, y promover una regeneración política con el objetivo de poner fin al establishment. Por lo tanto, dicha aspiración permitió a Ciudadanos, partido de segundo plano y Podemos, recién creado, tener preponderancia en el panorama político español.

3.2. La emergencia de nuevos partidos políticos

La emergencia de los partidos Podemos y Ciudadanos, se hizo merced a su postura anti-corrupción, anti-establishment. El objetivo suyo era la renovación democrática. O sea proponer una nueva alternativa política y poner de relieve la oposición entre una nueva clase política y la antigua, echando el descrédito sobre la última. El proyecto de dichos partidos estaba en sintonía con las aspiraciones de los ciudadanos españoles. Así pues, tras haber obtenido algunos escaños en las elecciones europeos de 2014, los nuevos partidos causaron sensaciones en las elecciones generales del 20 de diciembre de 2015. El partido Podemos, recién creado, obtuvo 20,66% de los votos, mientras que Ciudadanos obtuvo 13,93% convirtiéndose así en la tercera y cuarta fuerza política del país. El PP y el PSOE obtuvieron respectivamente 28,7% y 22% de los votos (I. Urquizu, 2016: 83). La irrupción de ambos partidos hizo perder cerca del 23% de las intenciones de voto a los partidos tradicionalistas.

España siendo una monarquía parlamentaria, se prevé en la constitución que el partido ganador de las elecciones generales debe tener una mayoría absoluta de los votos o igual al 50% de los votos con el fin de formar un gobierno. En su caso, el partido con mayoría simple debe formar una alianza con otro partido político para obtener una mayoría suficiente, es decir, más del 50% de los votos. En 2015, ninguno de los partidos tradicionalistas obtuvo la mayoría absoluta. Además, en el contexto de la regeneración política reivindicada por las dos nuevas formaciones, la dinámica de alianzas orientada a la constitución de un gobierno se mostró insuficiente e ineficaz, evidenciando así los límites estructurales del sistema parlamentario español ante la fragmentación del escenario político.

Por consiguiente, España afrontó un escenario de bloqueo político sin precedentes. Dicho de otro modo, el país quedó privado tanto de poder ejecutivo como de poder legislativo. La única salida institucional, contemplada en el artículo 99 de la Constitución, era la convocatoria de nuevas elecciones. Era la primera vez, desde la adopción de la Constitución de 1978 que España

se encontraba en una crisis política de tal envergadura. Esta situación enfatizó el declive de la predominancia del Partido Popular y del Partido Socialista Obrero Español en el panorama político español y causó un periodo de inestabilidad política.

Conclusión

La gestión de la crisis socioeconómica, por parte del partido Socialista Obrero Español (PSOE) y del Partido Popular (PP), dejó al descubierto muchos fallos en el sistema político y económico español. Siendo una economía deudora y que funcionaba a partir de factores exógenos, peculiarmente del endeudamiento exterior, la resolución de su crisis económica ya no podía detenerse por medidas exclusivamente nacionales. Así pues, España debía conformarse a las directrices de las instituciones financieras mundiales y regionales para su rescate. Es en esta perspectiva que los gobiernos españoles del PSOE y, luego del PP adoptaron medidas de austeridad, haciendo caso omiso de todas las promesas políticas evocadas durante sus campañas electorales. Estas políticas junto con la corrupción provocaron el descontento de los españoles con su élite política.

Este déficit de legitimación se manifestó, en primer lugar, a través del descontento y la frustración de amplios sectores de la ciudadanía, derivados del aumento de las desigualdades sociales. Posteriormente, la crisis adoptó la forma de una indignación moral, como consecuencia de los abusos y de los múltiples escándalos políticos que afectaron tanto al Partido Popular como al Partido Socialista Obrero Español. Esta pérdida de legitimidad desembocó en una profunda crisis de credibilidad de los representantes políticos.

La pérdida de legitimidad de los partidos tradicionalistas propició la irrupción de los partidos Podemos y Ciudadanos en el panorama político español y exacerbó por la misma ocasión ideas nacionalistas y populistas no solo en España sino en toda Europa. La incapacidad de los partidos tradicionalistas para resolver los problemas puso de manifiesto la impotencia política de los gobiernos europeos frente a la élite financiera internacional.

Referencias bibliográficas

Sources

HUMBERT Jean-François, 2011, La fin de la movida économique : L'Espagne face à la crise immobilière, rapport d'information n° 385 (2010-2011), In <https://www.senat.fr/rap/r10-385/r10-385.html>, Consultado el día 09 de junio de 2020.

In <https://data.oecd.org/fr/emp/taux-d-emploi.htm#indicator-chart>, Consultado el día 29 de abril de 2021.



In www.boe.es/buscar/pdf/2008/BOE-A-2008-20744-consolidado.pdf, Consultado el día 07 de julio de 2025.

In www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-2009-20765, Consultado el día 10 de julio de 2025.

Bibliographie

DE ARMENDARITZ Eugenio. L, 2019, *Fin del Bipartidismo y nuevas maneras de gestión*, Círculo Rojo, 131p.

KONAN Kouadio Stéphane-Yannick, 2022, « L'Espagne, une croissance économique en trompe l'œil (1999-2008) », *Infundibulum Scientific*, n° 3, p.136-150.

KONAN Kouadio Stéphane-Yannick, 2023, *La crise économique en Espagne : Transformations sociales et bouleversement du bipartisme (2008-2015)*, thèse unique de doctorat en espagnol, Bouaké (Côte d'Ivoire), 349 p.

KONAN Kouadio Stéphane-Yannick, 2024, La crise de la dette publique : cas de l'Espagne, *Revue Histoire et Analyses des relations Internationales et Stratégiques (HARIS)*, n°14, LAHRIESPO-Bouaké, p.111-121.

LÓPEZ Oscar, 2018, Del 15M al procés: *La gran transformación de la política española*, Barcelona, Editorial Planeta, 257 p.

RECARTE Alberto, 2010, *El desmoronamiento de España*, Madrid, La esfera de los libros, 545 p.

SÁNCHEZ-CUENCA Ignacio, 2014, *La impotencia democrática*, Madrid, Los libros de la catarata, 189 p.

TAMAMES Ramón, 2009, *Para salir de la crisis global: análisis y soluciones*, Madrid, EDAF, 255 p.

TOLEDO Guillermo, *Razones para la rebeldía*, Barcelona, Ediciones Península, 141 p.

URQUIZU Ignacio, *La crisis de representación en España*, Madrid, Los libros de la Catarata, 173 p.